

Innovation, transition, valuation : quel référentiel pour les politiques territoriales à venir ?

01

► **Hugues Jeannerat* et Ariane Huguenin**

*Institut de sociologie Université de Neuchâtel, Fbg de l'Hôpital 27,
2000 Neuchâtel, Suisse*

Résumé

Innover est aujourd'hui un credo politique pour soutenir la compétitivité des entreprises et des territoires ainsi que pour répondre aux grands défis économiques, écologiques et sociaux. Ce credo n'illustre pas seulement la manière dont les décideuses et décideurs envisagent des réponses aux problèmes contemporains de notre société. Il reflète aussi une manière de problématiser et d'interpréter ces défis. Cet article retrace les différentes générations de politiques territoriales qui se sont succédé depuis les années 1980 et met en évidence comment le terme d'innovation est devenu un « référentiel » (Muller, 2014) d'action publique aujourd'hui global, notamment en lien avec la durabilité. À travers les termes de « valuation » et de « politique de valuation territoriale », l'article propose finalement une réflexion sur les tenants fondamentaux de ce référentiel global fondé sur une approche élargie de l'innovation. Au-delà de promouvoir des solutions innovantes, celui-ci doit aussi permettre d'appréhender la construction de valeur territoriale de ces solutions.

© 2021 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

Mots clés : référentiel, innovation, transition, valuation, politique régionale.

Abstract

Innovation, transition, valuation: which referential for future territorial policies?

Nowadays, innovation is a policy credo to support the competitiveness of companies and territories as well as to respond to the grand economic, ecological, and social challenges. This credo does not only illustrate how decision-makers envisage responses to the contemporary problems of our society. It also reflects a way for them to address and interpret these challenges. This article traces the different generations of territorial policies that have succeeded one another since the 1980s and highlights how the term innovation has become a « referen-

*Auteur correspondant : hugues.jeannerat@unine.ch

doi:10.3166/pmp.38.2021.0003 © 2021 IDMP/Lavoisier SAS – Tous droits réservés

tial » (Muller, 2014) for public action that is now widespread, particularly in relation to sustainability issues. Through the notions of « valuation » and « territorial valuation policy », the paper then opens a reflection on the fundamental issues of this global referential. Not only promoting the development of innovative solutions, this referential must address the construction of the territorial value of these solutions.

© 2021 IDMP/Lavoisier SAS. Tous droits réservés

Keyword: referential, innovation, transition, valuation, regional policy.

Introduction

Les quarante dernières années ont conduit à établir le paradigme de l'innovation à un ensemble de politiques publiques censées soutenir la compétitivité des nations et des régions dans une économie globalisée fondée sur la connaissance, la créativité et l'interconnexion des activités. Innover est ainsi devenu un enjeu d'adaptation perpétuelle et de course permanente au changement face aux défis de la mondialisation économique.

Les « grands défis » sociétaux d'aujourd'hui (en anglais : *Grand Challenges*) (Kuhlmann et Rip, 2018) liés au réchauffement climatique, à la protection de la nature, à l'urbanisation croissante ainsi qu'aux disparités sociales et régionales exacerbées par la mondialisation placent l'innovation comme un enjeu à la fois de compétitivité des nations et de transformation sociétale vers plus de durabilité (Mazzucato *et al.*, 2020). Comment (re)considérer les politiques territoriales actuelles et envisager leur évolution possible dans cette approche élargie et généralisée de l'innovation ? Cet article propose une contribution conceptuelle sur les limites actuelles de ces politiques, les raisons de les faire évoluer et la manière possible de les reconsidérer.

Concevoir l'évolution de politiques ne peut se faire *ex nihilo*. Il s'agit de comprendre les cadres, les configurations d'acteurs établis, les valeurs, les croyances et les représentations constituant le point d'ancrage de remises en question—ou pas— de principes d'action publique fondamentaux (Nahrath, 1999). Pour cela, cet article retrace les différentes générations de politiques territoriales qui se sont succédé depuis les années 1980 et propose une lecture croisée des théories de l'innovation dans les domaines des systèmes d'innovation, de la transition durable et de l'innovation publique et institutionnelle. À travers trois grandes étapes, nous mettons en évidence comment le terme d'innovation a été institué en un « référentiel » (Muller, 2014) d'action publique et discutons des implications d'une telle généralisation dans la perspective d'une conception renouvelée des politiques territoriales.

Dans la première partie, nous montrons comment les politiques d'innovation et les politiques de développement territorial ont progressivement convergé. Perçue au départ comme un moyen de promouvoir l'avantage compétitif des nations et des régions, l'innovation est progressivement devenue, en soi, un « référentiel sectoriel » (Muller, 2014) justifié par l'avènement d'une économie globale de la connaissance et de la créativité en changement perpétuel. Construite autour de pratiques exemplaires, de politiques emblématiques et de théories scientifiques influentes, la problématique d'innovation est ainsi devenue une clé de lecture généralisée des défis de la mondialisation économique, de politiques de production tertiaires et d'attraction résidentielle ancrées dans les villes.

La deuxième partie de l'article expose ensuite comment l'innovation tend aujourd'hui à devenir « référentiel global » (Muller, 2014) appliqué à tous les domaines d'action de l'État ainsi qu'à l'action publique elle-même. Au besoin de promouvoir le développement

économique des villes et des régions s'ajoute désormais, non sans controverses, la nécessité d'opérationnaliser une transition locale-globale vers de nouveaux modes de production, de consommation et de vie plus durables. Les villes et les régions sont ainsi non seulement vues comme des espaces propices au développement de systèmes de production compétitifs, mais également comme des lieux de transformation systémique promus par des politiques territoriales d'expérimentation et de démonstration de solutions locales.

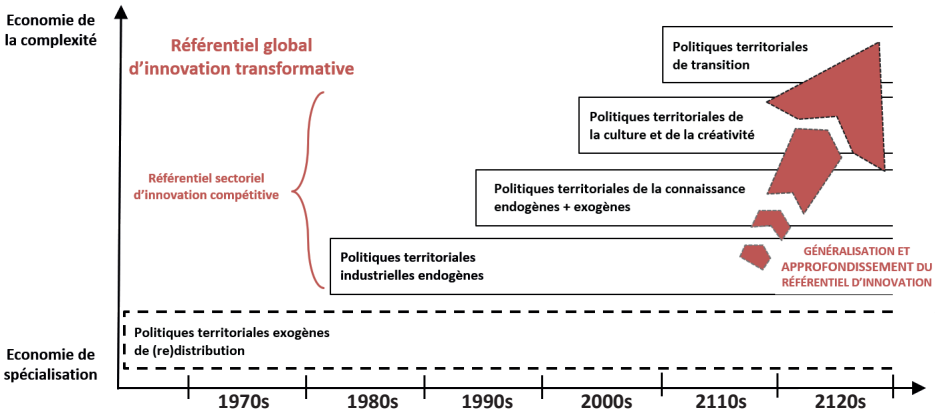
La troisième partie de l'article ouvre le débat sur une nouvelle manière de conceptualiser les politiques territoriales dans le cadre du référentiel global tel qu'il se présente actuellement. Prenant appui sur la pensée fondatrice de Dewey (1939, 1946), nous proposons un référentiel d'action publique ne considérant pas l'innovation uniquement comme le développement de solutions innovantes à des problèmes sociétaux « donnés », mais également comme un processus consubstantiel de « valuation¹ » construisant, dans l'action, les valeurs sociétales des changements entrepris au sein et avec la société. Les conséquences d'une telle manière d'envisager les politiques territoriales d'innovation impliquent des considérations à la fois politiques et de recherche sur lesquelles nous venons en conclusion.

1. Innovation : l'avènement d'un référentiel « sectoriel » de compétitivité

Pour Muller (2014 : 556), le référentiel d'une politique désigne « un ensemble de prescriptions qui donnent du sens à un programme d'action publique en définissant des critères de choix et des modes de désignation des objectifs ». Celui-ci est à la fois un cadre cognitif et normatif permettant d'interpréter des problèmes de société et de définir des solutions de principe ainsi que des instruments stratégiques pour y parvenir.

Un référentiel peut être sectoriel, c'est-à-dire utilisé dans certains domaines spécifiques de l'action publique, ou global, c'est-à-dire érigé en principe d'action généralisé à la stratégie d'ensemble de l'État. Dans le prolongement de ces définitions, nous adoptons le cadre conceptuel de Jobert et Muller (Jobert et Muller, 1987 ; Muller, 2000 ; Muller, 2005) pour interpréter l'avènement du terme innovation en tant que *modus operandi* des politiques (territoriales) de développement au cours des dernières décennies (Figure 1, page suivante).

¹ Le terme « valuation » est ici directement repris du concept anglais utilisé par John Dewey (1939) pour exprimer le fait que la valeur (économique et sociale) d'un bien, d'une activité, d'une technologie ou d'une innovation existe à travers des processus multiples de test, d'explicitation, de mesure et d'expérimentation. Le terme de valuation exprime donc à la fois la notion de « valorisation » et d'« évaluation » (Vatin 2009). Il est à l'origine d'une conception pragmatiste de l'économie et de la sociologie dans laquelle une valeur est justifiée et performée dans le temps et dans l'espace (Hutter et Stark 2015).

Figure 1 : Élargissement du référentiel d'innovation des années quatre-vingts à nos jours

Source : Élaboration propre inspirée de Maillat 2006

1.1. La crise fordiste et l'émergence des politiques territoriales d'innovation endogène

Durant les années d'après-guerre jusque dans les années 1970, les théories et les politiques dédiées à l'innovation se limitent principalement au rôle des dépenses publiques, notamment militaires, centrées sur le développement de technologies génératrices de nouvelles opportunités économiques (Godin, 2017). Les premières théories et politiques territoriales de cette époque naissent dans un contexte d'essor économique, d'industrialisation rapide et d'accroissement des disparités régionales dans de nombreux pays occidentaux. Leur objectif est avant tout de maintenir un développement équilibré des revenus et des infrastructures entre les différentes régions d'un territoire national. L'action publique est alors censée favoriser la (re)localisation d'entreprises pourvoyeuses d'emplois et d'investissements dans des régions en déclin en soutenant, par des incitatifs financiers, des coûts de production locaux attractifs (Maillat, 2006).

Ce développement exogène fondé sur une logique de dépense, de redistribution et d'allocation de richesses gouvernée par un État providence keynésien (Scott et Storper, 1992) devient inopérant, voire contreproductif (Maillat, 2006), dans un contexte de crise des industries fordistes au tournant des années 1970-1980. Alors que les principales régions industrielles américaines et européennes connaissent un déclin rapide et sans précédent, le succès de certaines entreprises et régions capables de s'adapter de manière flexible aux nouveaux impératifs de la mondialisation inspirent une approche renouvelée des politiques d'innovation et de développement spatial en place. Deux principaux courants de recherche vont alors contribuer, de manière complémentaire et dialectique, à ce renouvellement.

Le premier courant est celui de l'économie évolutionniste (Dosi *et al.*, 1988 ; Landau et Rosenberg, 1986). Partant de l'étude du changement technologique, différents travaux et théories vont alors mettre en évidence que celui-ci n'est pas un processus linéaire poussé par la recherche scientifique ni un phénomène exogène à l'économie de marché (Paulré, 2004). Ces recherches décrivent le fonctionnement de systèmes technologiques d'innovation (STI) complexes qu'il s'agit de promouvoir au niveau national à travers des *politiques d'innovation territorialisées* (McCann et Ortega-Argilés, 2013).

Le second courant est celui de l'économie régionale et de la géographie économique. Partant de l'observation de « régions qui gagnent » (Lipietz et Benko, 1992), de nombreuses recherches expliquent l'innovation comme étant non seulement endogène à l'économie, mais également à des territoires spécifiques. Différents « districts industriels », « milieux innovateurs » ou « technopôles » américains et européens deviennent alors emblématiques de nouveaux espaces industriels au sein desquels les entreprises sont des agents innovateurs situés (Scott et Storper, 1992; Camagni, 1991; Cooke, 1992). Ces travaux expliquent, quant à eux, le fonctionnement de systèmes régionaux d'innovation (SRI) spécifiques qu'il s'agit de dynamiser et de valoriser à travers des *politiques territoriales d'innovation* (Maillat, 2006; Lagendijk, 2011).

Soulignant le caractère systémique du changement technologique et de l'entrepreneuriat, ces deux courants vont alors favoriser la convergence des politiques d'innovation et de développement économique. Jusqu'alors traité comme une variable exogène, le soutien à la recherche et au développement devient un enjeu de stimulation et d'adaptation des entreprises nationales et régionales à la nouvelle donne internationale.

Celles-ci font l'objet de nouvelles politiques industrielles endogènes favorisant leur capacité de réaction, de développement et de mise en réseau au sein de systèmes de production localisées. Ceci passe par la mise en place de conditions-cadres favorisant la coopération entre le public et le privé (principalement entre recherche et industrie) dans l'optique de stimuler la création d'entreprises et le développement de nouvelles technologies. Considérées comme des catalyseurs dans la transformation des systèmes territoriaux de production, une attention particulière est donnée aux petites et moyennes entreprises (PME).

1.2. L'innovation comme enjeu de gestion territoriale de la connaissance

Dans un contexte de mondialisation accrue par les nouvelles technologies de la communication et par la libéralisation du commerce international, l'innovation se généralise en levier d'action publique pour l'ensemble des entreprises et des territoires occidentaux au cours des années 1990. Le développement technologique devient un déterminant crucial de la richesse des nations (Foray et Freeman, 1992).

Tout d'abord intéressée aux transformations des systèmes de production (innovation de produit et de processus) pour expliquer le changement technologique, l'étude de l'innovation s'oriente vers l'analyse et l'explication des processus d'apprentissage à la base de ce changement. La génération et l'exploitation de connaissances deviennent le cadre explicatif du développement des STI (Lundvall et Johnson, 1994) et des SRI (Asheim, 1999). D'une part, les apprentissages interdépendants entre science, technologie, industrie et marché sont les moteurs de l'innovation. Ils co-évoluent avec le contexte socio-économique dans lequel ils s'encastrent (secteurs, régions, nations). D'autre part, les régions innovantes sont des « régions apprenantes » (Florida, 1995; Asheim, 1999; Rutten et Boekema, 2012) capables de se régénérer de manière endogène tout en se positionnant et en interagissant avec d'autres territoires de production et de connaissances.

Les politiques nationales et régionales d'innovation deviennent des politiques de connaissances à la fois endogènes et exogènes. L'action publique se concentre dès lors principalement sur la mise en place de conditions-cadres structurelles (infrastructures, compétences, ressources organisationnelles, réseaux, standards, propriété intellectuelle, culture d'entreprise) visant à pallier les défaillances systémiques de marché (Coenen *et al.*, 2015).

Les concepts scientifiques de « cluster » (Porter, 1998) et de « spécialisation intelligente » (Foray *et al.*, 2009) font carrière politique. Ils constituent des principes d'action et des solutions de principe dans la gestion territoriale de l'innovation (Martin et Sunley, 2003 ; Morgan, 2016) appliqués tant à la recherche et à l'industrie qu'au tourisme et à l'agriculture, par exemple. Ces politiques favorisent, d'une part, le transfert de connaissances, l'entrepreneuriat et les réseaux d'innovation dans des domaines de spécialisation régionaux identifiés comme compétitifs. Elles créent, d'autre part, des conditions locales d'apprentissage et d'investissement attractives pour les grandes entreprises souhaitant bénéficier des opportunités externes d'apprentissage offertes par le milieu innovateur local et limiter les incertitudes technologiques, productives et marchandes induites par l'innovation.

De moyen d'action publique censé favoriser la résilience des entreprises, des villes et des régions confrontées aux défis de mondialisation économique, l'innovation devient de plus en plus un objectif public à atteindre en soi : on part du principe désormais implicite que l'innovation est la source de la compétitivité dont découle le bien-être (matériel) de la population. L'innovation devient ainsi un référentiel « sectoriel » de politique économique plaçant le mécanisme de marché au cœur de l'organisation et de la création de valeur. Ce référentiel justifie également la promotion d'une « nouvelle gestion publique » fondée sur une promotion économique libérale et décentralisée de service aux entreprises innovantes (Hartley, 2005).

1.3. La culture et la créativité comme politique d'innovation fondée sur l'attractivité urbaine

Dans les années 2000, le référentiel d'innovation franchit un nouveau cap de généralisation face aux défis d'une économie et société mondiale hyperconnectée et en constant changement. Aux tendances amorcées par le déploiement massif des TIC dans l'environnement socio-économique – marquant la mobilisation systématique de la connaissance dans tous les processus économiques – s'ajoutent le rôle croissant des dynamiques socio-culturelles dans l'innovation et l'accroissement de la mobilité des biens, des services et du capital, mais surtout un accroissement de la mobilité des connaissances et des personnes. La technologie constitue de moins en moins une fin en soi (OECD, 2009). Elle sert plutôt de facilitateur dans la création et la diffusion d'innovations toujours plus guidées par les comportements des consommateurs et par la culture.

La mondialisation est dès lors problématisée comme l'enjeu d'innovations technologiques et non-technologiques impliquant un nombre croissant de régions du monde et de secteurs d'activité. De nouvelles recherches et théories de l'innovation se focalisent dorénavant davantage sur le contexte et le processus créatif en amont de l'innovation. La culture est, au même titre que la technologie, un élément constitutif de ce contexte et de ce processus. La focale porte également davantage sur le capital humain et les réseaux d'acteurs que sur les firmes et les réseaux d'innovation (Rutten et Boekema, 2012).

Une région doit désormais disposer de capacités intégratives pour mobiliser la connaissance qui est générée ailleurs. Elle n'a donc plus besoin de maîtriser toutes les connaissances nécessaires à une production ou une innovation pour être compétitive. D'un côté, les territoires voient leurs facteurs de production, et plus particulièrement les connaissances, devenir accessibles plus facilement à partir de l'ailleurs et devenir également plus mobiles, susceptibles de quitter la région. D'un autre côté, ces régions sont dans la position de cap-

ter davantage de connaissances développées ailleurs, voyant ainsi le champ des nouvelles possibilités s'élargir considérablement (Crevoisier et Jeannerat, 2009).

Dans ce contexte, les villes y sont des milieux culturels et créatifs privilégiés et à privilégier dans la gestion territoriale de l'innovation et de la compétitivité. Elles sont, d'une part, perçues comme des systèmes de production d'activités culturelles et de services intenses en connaissance (*knowledge intensive services* – KIS) pouvant agir soit comme des clusters compétitifs tournés vers l'exportation, soit comme des espaces relais au sein des réseaux globaux de production et d'innovation. D'autre part, les villes sont également considérées comme des systèmes de consommation attractifs pour les visiteurs et la classe créative.

Ainsi, parti d'une problématique industrielle post-fordiste focalisée sur le changement technologique et l'adaptation des systèmes de production face à la mondialisation, le référentiel d'innovation est progressivement transposé à de nombreux autres domaines. Il met davantage l'accent sur les activités immatérielles (servicielles et culturelles) et conditionne des politiques territoriales d'attractivité à l'ère de la ville post-industrielle.

Le référentiel d'innovation comprend dès lors la gestion urbaine de la culture (Pratt, 2009), de la créativité (Cooke et Lazeretti, 2008) et de l'expérience (Lorentzen, 2009). La promotion d'activités et d'infrastructures culturelles ainsi que la promotion d'espaces et d'événements attractifs deviennent une priorité des politiques de promotion économique régionales et urbaines pour positionner les villes et leurs territoires sur la carte de la circulation des personnes, des entreprises et des connaissances. Le concept de « ville créative » devient un précepte de politiques urbaines censées régénérer la compétitivité des territoires par des dynamiques de développement endogène soutenues par des milieux culturels et citoyens locaux (Landry, 2000) ainsi que par des dynamiques de développement exogène fondées sur l'attraction des talents et de la classe créative mondiale (Florida, 2005).

2. Transition : l'innovation comme référentiel « global » de transformation

La crise financière de 2008 marque un tournant symbolique dans l'avènement d'un référentiel global d'innovation. À la problématique de la mondialisation et du commerce international s'ajoutent désormais de nouveaux « grand défis » écologiques et sociétaux à l'agenda des politiques (Kuhlmann et Rip, 2018 ; Mazzucato *et al.*, 2020). L'innovation n'est plus seulement perçue par les décideuses et décideurs politiques comme un moteur de changement technologique et économique, mais également comme un moteur de transformation institutionnelle et sociétale vers des modes de production, de consommation et de vie plus durables (Figure 1).

2.1. L'innovation comme principe d'action publique généralisé pour transformer l'économie et la société

Dans une économie en perpétuels bouleversements, le réchauffement climatique, la transition énergétique, le changement démographique et l'urbanisation deviennent les enjeux d'une croissance « intelligente », « durable », « verte » et « inclusive » en rupture, du moins partiellement, avec le système économique, technologique et social en place (OECD 2009, 2011 et 2012 ; EC, 2013 ; The World Bank, 2012). L'interdépendance de

ces problématiques nécessite une gestion systémique d'actions collectives rassemblant des acteurs hétérogènes aux intérêts divers et souvent conflictuels. Ceci implique non seulement un nouveau rôle pour la recherche, les entreprises et les pouvoirs publics mais également de nouveaux acteurs de l'innovation tels que les citoyens, les consommateurs et les organisations non gouvernementales. Les processus participatifs et démocratiques deviennent partie intégrante du développement et de l'évolution des systèmes d'innovation (Carayannis et Rakhmatullin, 2014).

À cet élargissement conceptuel des systèmes d'innovation s'ajoute un usage élargi du concept d'innovation pour concevoir la transformation de l'économie et de la société. Les termes « d'innovation sociale » et « d'innovation responsable » consacrés par la stratégie 2020 de l'Union européenne (EC, 2015) pour soutenir le développement d'initiatives et de solutions innovantes par la société et pour la société emblématise désormais cette approche qualitative et intégrative de l'innovation (Owen *et al.*, 2012 ; Mouleart *et al.*, 2017).

Les politiques d'innovation ne sont plus seulement considérées comme des catalyseurs du changement systémique des technologies et de leurs marchés. Elles sont des politiques de transition transformatives d'un système économique et social auquel elles participent activement et avec lequel elles co-évoluent (Smith et Rohrer, 2012). De même, l'apprentissage et le changement politiques sont appelés à contribuer de manière non pas passive mais active à l'innovation. « L'innovation politique » est donc un élément inhérent et constitutif des politiques d'innovation (Perez, 2013).

En termes de gestion publique, l'innovation est, d'une part, un objectif de soutien stratégique à des innovations de niche ayant une dimension expérimentale et démonstrative (Schot et Geels, 2008). Elle est, d'autre part, un enjeu de gouvernance participative et de changement institutionnel mettant en avant une gestion publique démocratique et en réseau (Hargrave et van de Ven, 2006 ; Torfing, 2019). Cette gestion collaborative doit permettre d'envisager et de légitimer de nouvelles pratiques de l'État en même temps que de nouveaux modes de fonctionnement sociétaux (Moore et Hartley, 2008).

De référentiel sectoriel appliqué aux politiques de recherche et de formation ainsi qu'aux politiques économiques de soutien aux industries et aux entreprises, l'innovation devient, dès lors, un référentiel de plus en plus « global » appliqué à l'ensemble de l'action publique (Muller, 2014). Ce constat vaut tant dans les domaines social et environnemental que dans le fonctionnement même de l'État. Cette manière d'envisager le changement économique et social est également un sujet de coordination stratégique et rhétorique pour faire converger différentes politiques en place autour de transformations souhaitées (Flanagan et Uyarra, 2016).

L'établissement d'une grammaire généralisée de l'innovation dans la conception des politiques contemporaines tend aujourd'hui à faire émerger un référentiel global d'innovation dont la conception, étendue à des domaines d'action très différents, demeure inachevée et controversée. En effet, les crises économiques à répétition et les nouveaux grands défis font aujourd'hui apparaître de manière saillante les tensions entre deux approches de l'innovation : une approche fondée sur des objectifs clairs de croissance quantitative et compétitive d'une part, et une approche fondée sur des aspirations à un développement plus inclusif et durable d'autre part. Les politiques sont donc confrontées à une ambivalence (Voss *et al.*, 2007) sur la manière de concilier ces deux approches, toutes deux devenues des injonctions difficiles à intégrer.

Cette ambivalence ne remet toutefois pas en question l'avènement d'un référentiel d'innovation global. Au contraire, les controverses actuelles autour d'une définition élargie de l'innovation et de ses objectifs démontrent que celle-ci est cœur de la conception et de la justification des politiques actuelles. Elles reflètent une « société de l'innovation » dans laquelle l'innovation est *ubiquitaire* (recherchée dans tous les domaines de la vie économique et sociale), *hétérogène* (faisant cohabiter différentes approches et interprétations sous une même bannière) et *réflexive* (un moyen de réfléchir à ce qui pourrait être plutôt qu'à ce qui est) (Rammert *et al.*, 2018).

2.2. Les politiques territoriales au défi d'un référentiel global d'innovation

Traiter des grands défis contemporains requiert d'adopter une perspective qui ne s'intéresse pas uniquement aux défaillances structurelles (les compétences, les réseaux et un ensemble limité de facteurs institutionnels), mais qui embrasse aussi l'analyse des visées systémiques portées par les politiques (Coenen *et al.*, 2015). Le rôle transformatif de l'action publique doit être placé au centre de l'étude et de la compréhension des politiques régionales d'innovation. Il s'agit de thématiser le rôle des territoires dans les succès et les échecs de la diffusion et de l'institutionnalisation de certaines innovations.

Plusieurs travaux de synthèse soulignent la nécessité d'appréhender et de conceptualiser de manière plus systématique ce rôle des territoires et des politiques territoriales dans les processus de transition actuels (Coenen *et al.*, 2015 ; Cooke, 2013 ; Weber et Rohracher, 2012). Cependant, alors que la problématique de la compétitivité avait structuré une analyse et une interprétation convergentes des politiques territoriales et des politiques d'innovation, cette convergence est encore inaboutie au sein d'un référentiel global d'innovation.

D'un côté, les théories récentes de l'innovation explorent comment promouvoir, gérer et opérationnaliser des changements de pratiques en rupture avec les modes établis de production, de consommation et de vie. Alors qu'elles considèrent les régions et les nations comme des espaces privilégiés dans l'émergence et l'institutionnalisation de ces nouvelles pratiques, le rôle des territoires dans la manière de problématiser et de répondre, à différentes échelles, aux nouveaux grands défis reste toutefois peu considéré. De l'autre côté, les travaux en géographie de l'innovation demeurent centrés sur le développement de systèmes d'innovation spécifiques capables d'apporter des solutions productives locales à ces défis. Pour autant, ils n'expliquent pas comment de telles solutions participent à une transformation de régime plus globale.

Les politiques territoriales d'innovation sont donc aujourd'hui à un tournant et font face à un double enjeu : d'un côté reconfigurer les préoccupations globales dans des frontières différentes à travers des solutions spécifiques localement ancrées (contribuant à travers leur application au mieux-être local et réflexivement à la valorisation des aspects culturels et sociaux de l'identité territoriale) et de l'autre, leur donner une forme plus ou moins marchande (contribuant à la prospérité matérielle locale) (Huguenin, 2017). Il reste toutefois encore à traduire ces objectifs en principes d'action publique systématiques et opérationnalisables au sein de politiques territoriales intégrées (Coenen *et al.*, 2012).

Les multiples initiatives publiques et privées récentes visant à promouvoir des « villes intelligentes » reflètent ce double enjeu et les controverses évoquées ci-dessus en lien avec

l'avènement d'un référentiel global d'innovation. Elles sont aussi des expérimentations emblématiques d'action publique permettant de réfléchir plus généralement à des politiques territoriales plus intégrées.

2.3. La ville intelligente : controverse emblématique des politiques territoriales d'innovation à venir

Les villes cristallisent aujourd'hui l'attention des décideuses et décideurs publics dans la mise en place de politiques territoriales censées opérationnaliser une transformation vers de nouveaux modes de développement plus durables (Wittmayer et Loorbach, 2016). Plus que tout autre territoire, elles font face aux grands défis économiques, sociaux et environnementaux actuels et sont appelées à développer des solutions locales innovantes pour y répondre (EU, 2011). Lieu complexe de production, de consommation et de vie, le milieu urbain est donc propice au développement d'innovations technologiques et sociales à la croisée de projets d'entreprises, d'initiatives citoyennes et de politiques urbaines porteuses de durabilité (Forest et Hamdouch, 2015).

Dans cette perspective, le terme de « ville intelligente » est récemment devenu une notion de management urbain en vogue dans l'élaboration des politiques territoriales d'innovation (Cocchia, 2014). Mettant l'accent sur la numérisation pour favoriser l'émergence et l'implémentation de nouveaux modes de production, de consommation et de gestion urbaines durables, le concept de ville intelligente soulève toutefois de nombreuses controverses (Hollands, 2008). Ces controverses révèlent les tensions exprimées précédemment entre une approche technologique et compétitive et une approche sociétale élargie du référentiel d'innovation.

D'une part, un *référentiel d'innovation compétitive* défendu par des firmes internationales est adopté par certains programmes politiques (Söderström *et al.*, 2014; Carvahlo, 2015). Celui-ci place le rôle de l'innovation technologique et des entreprises spécialisées comme moteurs du développement durable. Les autorités et communautés urbaines jouent ainsi principalement le rôle d'utilisateurs sophistiqués (Porter, 1998) permettant de perfectionner le développement de solutions pouvant ensuite être vendues ailleurs.

D'autre part, un *référentiel d'innovation transformative* est défendu par de nombreux travaux scientifiques et initiatives publiques (Hollands, 2008; Carvahlo, 2015). Ceux-ci mettent l'accent sur des dynamiques intégratives d'apprentissage et de diffusion locales et extra-locales favorisées par l'usage de nouvelles technologies dans le développement de solutions spécifiques et difficilement exportables en tant que telles. Les autorités et les communautés urbaines sont des acteurs du changement en s'impliquant dans la transition de régime à travers l'expérimentation et la diffusion de ces solutions.

La seconde approche est, selon nous, porteuse d'une conception renouvelée des politiques territoriales d'innovation, en particulier urbaines. Elle met en exergue un triple rôle transformateur des villes (Hölscher et Frantzeskaki, 2021) : elles sont (i) des territoires d'innovation privilégiés au sein desquels se résolvent différents problèmes de durabilité plus saillants et complexes qu'ailleurs (transformation *dans* la ville); (ii) des lieux de mises en scène et d'expérimentations de modèles urbains permettant d'imaginer, projeter et organiser la ville de demain (transformation *de* la ville); (iii) des arènes de pouvoir et d'influence permettant de légitimer des valeurs publiques et des changements institutionnels à plus large échelle (transformation *par* la ville).

3. Valuation : vers un référentiel global d'innovation fondé sur la construction de valeur publique

Revisitant les théories fondatrices de l'innovation, les récents travaux critiques s'attachent donc désormais à la manière d'opérationnaliser, au-delà du changement strictement technologique, un changement de système induisant de nouvelles valeurs publiques. Toutefois, la plupart de ces travaux s'intéressent à la manière de développer et diffuser des solutions innovantes aux problèmes donnés par les grands défis actuels. Ils ne portent une attention qu'indirecte à la manière dont ces défis sont eux-mêmes problématisés en amont et tout au long des processus d'innovation. Il est ainsi question plus souvent du « comment » opérer un changement. La question du « pourquoi innover » est souvent perçue comme donnée au départ.

Or, les controverses autour de la ville intelligente aujourd'hui démontrent que l'enjeu politique de l'innovation dépasse largement la promotion de solutions locales en réponse à des défis de société donnés. L'enjeu consiste également à construire de nouveaux récits, de nouvelles pratiques exemplaires et de nouvelles valeurs publiques légitimes permettant de justifier des innovations transformatrices de l'économie et de la société. Nous proposons d'utiliser le concept de « valuation » pour rendre compte de ces enjeux de politique territoriale inhérents au référentiel global d'innovation décrit ci-dessus.

3.1. Conceptualisation d'un référentiel global d'innovation fondé sur la valuation

L'analyse et la conceptualisation des politiques territoriales dans le contexte d'un référentiel global d'innovation passent par une reconsidération du rôle même de l'action publique. Celle-ci ne se résume plus uniquement à la mise en place de conditions-cadres favorisant l'organisation productive et marchande de systèmes régionaux et nationaux d'innovation au sein d'une économie globalisée. Les territoires ont désormais une fonction nouvelle : l'appropriation et la diffusion d'un nouveau sens lié au mieux vivre suggérant la primauté de l'engagement du public dans les dynamiques de développement socio-économique (EC, 2013).

Pour Dewey (1939, 1946) le concept de valuation renvoie au processus par lequel des valeurs sont rendues intelligibles et sont instituées en normes d'action individuelle et collective. Ces valeurs sont construites à travers des processus publics et démocratiques de « mise à l'enquête » qui permettent de les justifier rationnellement et de les remettre en question. Faisant l'objet de discours et de pratiques, elles se dévoilent par des faits concrets dont les conséquences réelles et potentielles peuvent être objectivées. Les processus de valuation définissent dès lors la manière dont se construisent et se reconstruisent des valeurs sociales dans le temps et dans l'espace ainsi que la manière dont ces valeurs sont traduites sous forme d'innovations concrètes et de transactions marchandes (Huguenin et Jeannerat, 2017). Les valeurs se structurent au cours d'un temps relativement long et se stabilisent provisoirement autour de manières de voir et de faire communes.

La valuation renvoie donc à des attitudes actives traduisant ce que l'on considère comme digne d'intérêt, méritant d'être soutenu et promu. Dans ce cadre, l'action publique participe à l'enquête de valeurs sociales par la problématisation de nouveaux défis sociétaux et par un soutien à l'expérimentation de nouvelles solutions technologiques et sociales. Elle est donc endogène à la construction de visions du futur partagées et consubstantielles du changement socio-économique.

Les projets à portée démonstrative et exemplaire mis en place par les politiques de transition actuelles sont, à ce titre, emblématiques. Ce sont par exemple de nouveaux écoquartiers, de nouveaux modes de production-gestion-consommation d'énergie ou alors de nouveaux modèles de commerce de proximité. En dévoilant de nouvelles solutions techniques, sociales, culturelles et institutionnelles, la nature de ces projets évolue avec les critères d'évaluation mobilisés pour les définir. Réflexivement, à travers l'exploration de nouvelles solutions sociales et technologiques situées, ces expériences font surgir des problématiques non anticipées induisant non seulement des controverses, mais également la poursuite des essais ailleurs (Seyfang *et al.*, 2014).

L'intérêt de tels projets ne réside donc pas uniquement dans leur capacité à tester et diffuser l'usage de nouvelles technologies pouvant déboucher sur la standardisation de nouveaux produits et de nouvelles solutions de durabilité. En soutenant la mise en scène de ces projets, l'action publique endosse un rôle de « gestionnaire de nouvelles valeurs » (Lévesque, 2014 ; Stoker, 2005) Elle participe ainsi à la co-création et la légitimation (avec les acteurs privés, les citoyens, les associations etc.) de valeurs en rupture avec les pratiques et les institutions établies (Raffaelli et Glynn, 2015). Ainsi, cette construction de légitimité et de valeurs publiques ne doit pas être considérée comme la conséquence de politiques territoriales d'innovation. Elle est partie intégrante de la gestion publique et privée des innovations porteuses de transformations institutionnelles (Moore, 1995) et sociétales (Huguenin et Jeannerat, 2017).

3.2. Vers des politiques de valuation dans, du et par le territoire

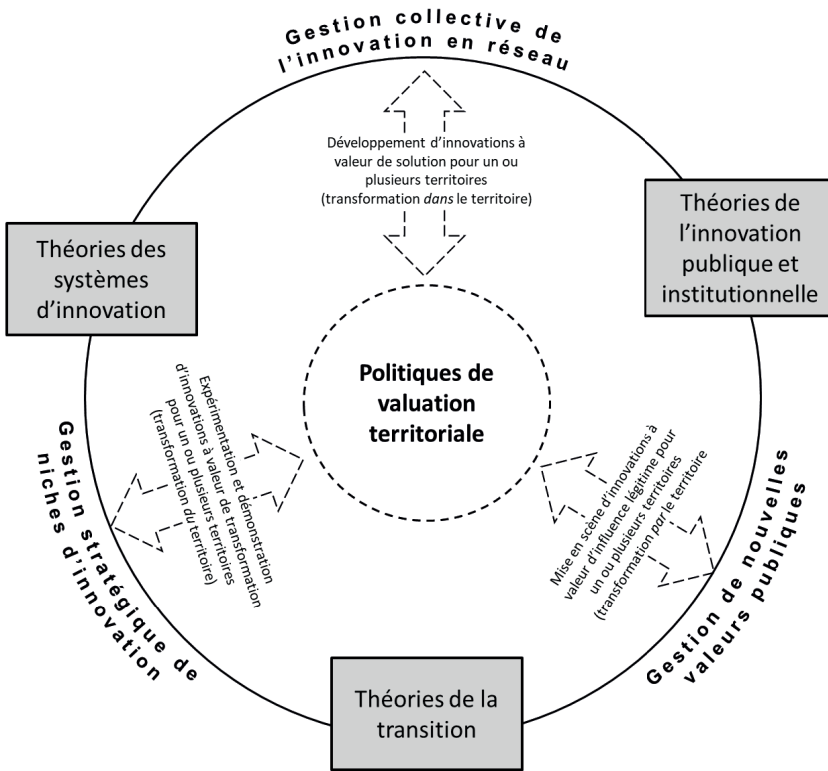
Les territoires sont inexorablement au cœur des processus de valuation. Les villes et les régions sont les contextes concrets d'expérimentation par lesquels des nouvelles valeurs sont mises à l'enquête et traduites sous la forme de solutions locales spécifiques. Elles sont des milieux d'apprentissages successifs localisés et mis en scène, à partir desquels certains problèmes sont publicisés et de nouveaux modèles d'action diffusés vers d'autres territoires. Le caractère médiatisé et partagé d'expériences localisées permet ainsi d'instaurer les valeurs d'un changement plus global à travers des dynamiques de circulation et d'ancrage de connaissances entre différents milieux. En effet, on constate aujourd'hui que si certains territoires parviennent à générer des solutions spécifiques, ceux-ci ne parviennent pas toujours à s'insérer dans de tels réseaux multi-locaux (Coenen *et al.*, 2015).

La notion de « politique de valuation territoriale » (PVT) pourrait être un cadre de « médiation » au sens de Jobert et Muller (1987), c'est-à-dire un cadre d'interprétation pour repenser et transformer avec les parties-prenantes le comment mais surtout le pourquoi d'un référentiel d'innovation global tourné vers les grands défis actuels. Ce cadre de médiation permettrait également de mettre en lien et de faire converger les évolutions récentes de la théorie des systèmes d'innovation, de la transition et de l'innovation publique et institutionnelle (Figure 2).

Dans ce cadre, l'action publique est pensée autour de deux objectifs fondamentaux et interdépendants : problématiser des aspirations globales à travers des solutions innovantes ancrées localement d'une part, et permettre leur déploiement à d'autres territoires et à d'autres échelles institutionnelles (régionale, nationale, internationale) d'autre part (Loorbach *et al.*, 2020).

À l’interface entre gestion collective de l’innovation (Torfing, 2019 ; Hartley, 2005 ; Moore et Hartley, 2008), gestion stratégique de niches d’innovation (Schot et Geels, 2008) et gestion de nouvelles valeurs publiques (Stoker, 2006 ; Moore, 1995 ; Lévesque, 2014), une PVT soutient une action publique de valuation *dans, de et par* le territoire (Hölscher et Frantzeskaki, 2021). Ceci implique un soutien plus large et plus inclusif non seulement au développement d’innovations à valeur de solution mais aussi à l’expérimentation, la démonstration et la mise en scène d’innovations à valeur de transformation et d’influence légitime pour un ou plusieurs territoires (Figure 2).

Figure 2: Cadre de médiation fondé sur la valuation territoriale pour penser de manière intégrée un référentiel global d’innovation



Source : Élaboration propre

Ces différentes dimensions font converger les politiques d’innovation et d’aménagement du territoire puisque ces dernières sont à la fois les cadres d’innovations et leur résultat dans la transformation du territoire. Les PVT replacent également la politique au cœur des politiques territoriales en mettant les questions de légitimité, de démocratie et d’influence au cœur de l’innovation. Les politiques de ville intelligente sont un exemple particulièrement emblématique de cette valuation (Chopplet, 2018). La conception de PVT ne se limite toutefois pas aux espaces urbains. Par exemple, des politiques démonstratives de transition énergétique ou d’agriculture intelligente en région rurale entrent pleinement dans ce cadre d’interprétation (Pauschinger and Klauser, 2020).

Conclusion

Innover est aujourd'hui un credo politique pour soutenir la compétitivité des entreprises et des territoires ainsi que pour répondre aux grands défis économiques, écologiques et sociaux. Ce credo n'illustre pas seulement la manière dont les décideuses et décideurs envisagent des solutions aux problèmes contemporains de notre société. Il reflète aussi une manière pour eux de problématiser et d'interpréter ces défis.

Nous avons mis en évidence dans cet article que ce crédo politique est le fruit d'un processus historique de plus de cinquante ans qui a progressivement établi l'innovation comme référentiel tout d'abord sectoriel pour soutenir la compétitivité des territoires et, plus récemment comme référentiel global pour apporter des réponses aux grands défis sociétaux. L'avènement de ce référentiel global s'accompagne de remises en question et de redéfinitions multiples de la notion même d'innovation. L'innovation est aujourd'hui ce que Pollitt et Hupe (2011) appelleraient un « concept magique », c'est-à-dire, un concept envahissant aussi bien les milieux politiques et scientifiques appelés à proposer des visions et des stratégies pour promouvoir des changements économiques, sociaux et environnementaux cruciaux. Si la polysémie du terme innovation permet d'un côté de mettre ces changements à l'agenda politique, elle peut rendre difficile la mise en place de nouveaux instruments d'action concrète et cohérents pour réaliser ces changements.

Les concepts de « référentiel » et de « valuation » nous ont permis, d'une part, d'articuler différents champs théoriques dans une compréhension intégrative de l'histoire des politiques territoriales d'innovation et, d'autre part, de proposer un cadre heuristique pour envisager leur évolution possible. Pour Muller (2014), une crise économique et sociale est également une crise d'intelligibilité du monde et des politiques publiques. Les prises de positions pour une approche élargie du concept d'innovation sont symptomatiques d'une recherche de compréhensions renouvelées. Dans ce sens, penser les politiques territoriales comme des PVT permet d'imaginer de nouveaux principes d'action publique et de nouvelles manières de coordonner les politiques économiques, culturelles et sociales d'un territoire en lien avec un référentiel d'innovation global. Cela permet également de soulever de nouvelles problématiques de recherche importantes.

En effet, de nombreuses interrogations demeurent quant à la dimension économique des PVT. De nouveaux modèles d'affaires territoriaux restent encore à concrétiser et doivent faire leurs preuves pour faire du changement de valeurs sociales un changement de valeur économique durable tant localement que globalement.

Une PVT implique de repenser le modèle traditionnel de création de valeur économique fondé sur l'implantation d'entreprises productrices ici pour d'autres entreprises ou consommateurs ailleurs (Talandier, 2020). Elle suggère un modèle économique plus complexe où la marchandisation de solutions à large échelle dépend en premier lieu de transactions économiques effectuées au sein d'un même territoire. Elle renvoie notamment aux recherches réinterrogeant la notion de proximité géographique au prisme des nouvelles formes prises par ces circuits courts (vente directe, e-commerce, désintermédiation des chaînes d'approvisionnement, etc.) dans les domaines aussi variés que l'agriculture, le commerce de détail, l'énergie ou l'industrie.

La crise sanitaire mondiale du Coronavirus que nous vivons actuellement rend cet enjeu plus que jamais saillant. Elle permet d'entrevoir de nouvelles articulations possibles entre

le local et le global, notamment en termes de complémentarité entre commerce de proximité et technologies globales, et entre des réseaux numériques à distance et des solutions implémentées et vécues localement. Cette crise ne dit toutefois pas encore si de nouvelles valeurs socio-économiques durables s'institutionnalisent sur la base des innovations locales initiées ces deux dernières années. Elle ne nous dit pas non plus quelles villes et quels territoires, outre les technopoles américaines des GAFAM, tireront profit de cette période historique.

Bibliographie

- Asheim B. T., 1999. Interactive Learning and Localised Knowledge in Globalizing Learning Economies. *GeoJournal* 49 (4), 345-352.
- Camagni R. (éd), 1991. *Innovation Networks: Spatial Perspectives*. Belhaven Press, London.
- Carayannis E. G., Rakhmatullin, R., 2014. The Quadruple/Quintuple Innovation Helixes and Smart Specialisation Strategies for Sustainable and Inclusive Growth in Europe and Beyond. *Journal of the Knowledge Economy* 5 (2), 212-239.
- Carvalho L., 2015. Smart Cities from Scratch? A Socio-Technical Perspective. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 8 (1), 43-60.
- Chopplet M. (2018) Smart City : quelle intelligence pour quelle action ? Les concepts de John Dewey, scalpels de la ville intelligente. *Quaderni* 96. 71-86.
- Cocchia A., 2014. Smart and Digital City: A Systematic Literature Review In Dameri R., Rosenthal-Sabroux C. (éds), *Smart City. Progress in IS*, Springer, Cham, 13-43.
- Coenen L., Benneworth P., Truffer B., 2012. Towards a Spatial Perspective on Sustainability Transitions. *Research Policy* 41, 968-979.
- Coenen L., Hansen T., Rekers J., 2015. Innovation Policy for Grand Challenges. An Economic Geography Perspective. *Geography Compass* 9 (9), 483-496.
- Cooke P., 2013. Transition Regions: Green Innovation and Economic Development In Ferreira J.J.M., Raposo M., Rutten R., Attila V. (éds), *Cooperation, Clusters, and Knowledge Transfer*, Springer, Berlin, 105-125.
- Cooke P., Lazzaretto L. (éds), 2008. *Creative Cities, Cultural Clusters and Local Economic Development*. Edward Elgar Publishing, Cheltenham.
- Cooke, P., 1992. Regional Innovation Systems: Competitive Regulation in the new Europe. *Geoforum* 23 (3), 365-382.
- Crevoisier O., Jeannerat H., 2009. Les dynamiques territoriales de connaissance : relations multilocales et ancrage régional. *Revue d'économie industrielle* 128, 77-99.
- Dewey J., 1939. *Theory of Valuation, International Encyclopedia of Unified Science* 2(4). The University of Chicago Press, Chicago.
- Dewey J., 1946. *The Public and its Problems. An Essay in Political Inquiry*. Gateway, Chicago.
- Dicken P., 1986. *Global Shift, Industrial Change in a Turbulent World*. Harper and Row, London.
- Dosi G., Freeman C., Nelson R., Silverberg G., Soete L. (éds.), 1998. *Technical Change and Economic Theory*. Pinter, London, New York.
- EC (European Commission), 2013. *Guide to social innovation. Regional and Urban Policy*. http://s3platform.jrc.ec.europa.eu/documents/20182/84453/Guide_to_Social_Innovation.pdf/88aac14c-bb15-4232-88f1-24b844900a66, consulté le 22.02.2017.
- EC (European Commission), 2015. *Horizon 2020. Work Programme 2014-2015*. Science with and for Society, European Commission Decision C (2015) 2453 of 17 April 2015.
- EU (European Union), 2011. *Cities of Tomorrow. Challenges, Visions, Ways Forward*. European Commission. Directorate General for Regional Policy, Brussels.
- Flanagan K., Uyerra E., 2016. Four dangers in innovation policy studies—and how to avoid them. *Industry and Innovation* 23 (2), 177-188.
- Florida R., 1995. Toward the Learning Region. *Futures* 27 (5), 527-536.
- Florida R., 2005. *Cities and the Creative Class*. Routledge, New York.
- Foray D., David P., Hall B. H., 2009. *Smart Specialisation – The Concept. Knowledge Economists Policy Brief Number 9, June*. European Commission, DG Research, Brussels.
- Foray D., Freeman C. (éds), (1992). *Technologie et richesse des nations*. Economica, Paris.

- Forest J., Hamdouch A. (éds) 2015. *Quand l'innovation fait la ville durable*. Presses polytechniques et universitaire romandes, Lausanne.
- Geels F. W., Schot J., 2007. Typology of Sociotechnical Transition Pathways. *Research Policy* 36 (3), 399-417.
- Geels F.W., 2004. From Sectoral Systems of Innovation to Socio-Technical Systems: Insights about Dynamics and Change from Sociology and Institutional Theory. *Research Policy* 33, 897-920.
- Geels F.W., 2010. Ontologies, Socio-Technical Transitions (to Sustainability), and the Multi-Level Perspective. *Research Policy* 39, 495-510.
- Godin, B., 2017. *Models of Innovation: The History of an Idea*. The MIT Press, Cambridge.
- Grin J., Rotmans J., Schot J., 2010. *Transitions to Sustainable Development. New Directions in the Study of Long Term Transformative Change*. Routledge, New York.
- Hargrave, T. J., Van De Ven, A. H., 2006. A Collective Action Model of Institutional Innovation. *Academy of Management Review* 31 (4), 864-888.
- Hartley, J., 2005. Innovation in Governance and Public Services: Past and Present. *Public Money and Management* 25 (1), 27-34.
- Helgesson C.-L., Muniesa F., 2013. For What It's worth: An Introduction to Valuation Studies. *Valuation Studies* 1 (1), 1-10.
- Hollands R.G., 2008. Will the Real Smart City Please Stand Up? Intelligent, Progressive or Entrepreneurial? *City Analysis of Urban Trends, Culture, Theory, Policy, Action* 12 (3), 303-320.
- Hölscher K., Frantzeskaki N., 2021. Perspectives on Urban Transformation Research: Transformations in, of, and by Cities. *Urban Transform* 3(2).
- Huguenin A., 2017. Transition énergétique et territoire : une approche par le « milieu valueur ». *Géographie, économie, société* 19 (1), 33-53.
- Huguenin A., Jeannerat H., 2017. Creating Change through Pilot and Demonstration Projects: Towards a Valuation Policy Approach. *Research Policy* 46, 624-635.
- Hutter M., Stark D., 2015. Pragmatist perspectives on valuation: An introduction In A. B. Antal, M. Hutter & D. Stark (Eds.), *Moments of valuation*, Oxford University Press, Oxford, 1-12.
- Jobert, B., Muller, P. (1987). *L'État en action. Politiques publiques et corporatismes*. PUF, Paris.
- Kuhlmann S., Rip A., 2018. Next-Generation Innovation Policy and Grand Challenges. *Science and Public Policy* 45 (4), 448-454.
- Legendijk A., 2011. Regional Innovation Policy between Theory and Practice In Cooke P., Asheim B., Boschma R., Martin R., Schwartz D., Tödtling F. (éds), *Handbook of Regional Innovation and Growth*, Edward Elgar Publishing Limited, Cheltenham, 595-608.
- Landau R., Rosenberg N. (éds), 1986. *The Positive Sum Strategy: Harnessing Technology for Economic Growth*. National Academy Press, Washington DC.
- Landry C., 2000. *The Creative City: Toolkit for Urban Innovation*. Earthscan Publications, London.
- Lévesque, B., 2014. La nouvelle valeur publique, une alternative à la nouvelle gestion publique In Lévesque, B., Fontan, J.-M., Klein J.-L. (éds), *L'innovation sociale. Les marches d'une construction théorique et pratique*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 351-367.
- Lipietz A., Benko G., (éds), 1992. *Les régions qui gagnent - Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*. Presses Universitaires de France, Paris.
- Loorbach, D., Wittmayer, J., Avelino, F., von Wirth, T., Frantzeskaki, N., 2020. Transformative innovation and translocal diffusion. *Environmental innovation and societal transitions* 35, 251-260.
- Lorentzen A. 2009. Cities in the Experience Economy. *European Planning Studies* 17 (6), 829-945.
- Lundvall B.-A., Johnson B., 1994. The Learning Economy. *Journal of Industry Studies* 1 (2), 23-42.
- Maillat D., 2006. Milieux innovateurs et nouvelles générations de politiques régionales, In Camagni R., Maillat D. (éds), *Milieux Innovateurs, théorie et politiques*, Athropos-Economica, Paris, 428-445.

- Martin R., Sunley P., 2003. Deconstructing Clusters: Chaotic Concept or Policy Panacea? *Journal of Economic Geography* 3 (1), 5-35.
- Mazzucato, M., Kattel, R., Ryan-Collins, J., 2020. Challenge-Driven Innovation Policy: Towards a New Policy Toolkit. *J. Ind Compet Trade* 20, 421-437.
- McCann P., Ortega-Argilés R., 2013. Modern Regional Innovation Policy. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 6 (2), 187-216.
- Moore, M., Hartley, J., (2008). Innovations in Governance. *Public Management Review* 10 (1), 3-20.
- Moore, M.H. (1995). *Creating Public Value: Strategic Management in Government*. Harvard University Press, Cambridge.
- Morgan K., 2016. Nurturing novelty: Regional Innovation Policy in the Age of Smart Specialisation. *Environment and Planning C: Politics and Space* 35 (4), 569-583.
- Moulaert, F., Mehmood, A., MacCallum, D., Leubolt, B. (éds), 2017. *Social Innovation as a Trigger for Transformations - The Role of Research*. European Commission, Brussels.
- Muller P., 2014. Référentiel In Collectif, *Dictionnaire des politiques publiques*, Presses de Sciences Po, Paris, 555-562.
- Muller P., 2000. L'analyse des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publiques. *Revue Française de Science Politique* 50 (2), 189-207.
- Muller P., 2005. Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. Structures, acteurs et cadres cognitifs. *Revue Française de Science Politique* 55 (1), 155-187.
- Nahrath S., 1999. The Power of Ideas in Policy Research: a Critical Assessment In Braun, D. and Busch, A. (éd.), *Public Policy and Political Ideas*, Edward Elgar, Cheltenham, 41-58.
- OECD, 2009. *New Nature of Innovation*. OECD, Copenhagen.
- OECD, 2011. *OECD at 50. Evolving Paradigms in Economic Policy Making*. OECD Economic Outlook, preliminary version, vol.1.
- OECD, 2012. *New Approaches to Economic Challenges - A Framework Paper*. OECD Publishing, Paris.
- Owen R., Macnaghten P., Stilgoe J., 2012. Responsible Research and Innovation: From Science in Society to Science for Society, with Society. *Science and Public Policy* 39 (6), 751-760.
- Paulré, B., 2004. L'analyse évolutionniste contemporaine du changement technique et de l'innovation. *Cahiers lillois d'économie et de sociologie* 43-44, 193-243.
- Pauschinger, D., Klausner, F., 2020. Räume des Experimentierens: Die Einführung von Sprühdrohnen in der digitalen Landwirtschaft. *Geographica Helvetica* 75, 325-336.
- Perez C., 2013. Innovation Systems and Policy for Development in a Changing World In Fagerberg J., Martin B. R. and Sloth Andersen E. (eds), *Innovation Studies. Evolution & Future Challenges*, Oxford University Press, Oxford, 90-110.
- Pollitt C. and Hupe P., 2011. Talking About Government. *Public Management Review* 13(5), 641-658.
- Porter M. E., 1998. Clusters and the New Economics of Competition. *Harvard Business Review* 76 (6), 77-90.
- Power D., Scott A.J., 2004. *Cultural Industries and the Production of Culture*. Routledge, London.
- Praly C., Chazoule C.L., Delfosse C., Bon N., Cornee M., 2009. *La notion de « proximité » pour analyser les circuits courts*. XLVI^e colloque de l'ASRDLF, Clermont-Ferrand, France.
- Pratt A., 2009. Urban Regeneration: From the Arts 'Feel Good' Factor to the Cultural Economy: A Case Study of Hoxton, London. *Urban Studies* 46 (5-6), 1041-1061.
- Raffaelli, R., Glynn, M.A., (2015). Institutional Innovation; Novel, useful and legitimate In Shalley, E., Michael A. Hitt/Jing Zhou (éds.), *Oxford Handbook of Creativity, Innovation and entrepreneurship*, Oxford University Press, Oxford.
- Rammert W., Windeler A., Knoblauch H., Hutter M.. 2018. Expanding the Innovation Zone. In Rammert W., Windeler A., Knoblauch H., Hutter M. (éd.). *Innovation Society Today. Perspectives, Fields, and Cases*, Springer, Wiesbaden, 3-12.

- Rutten R., Boekema F., 2012. From Learning Region to Learning Socio-spatial Context. *Regional Studies* 46 (8), 981-992.
- Schot J., Geels F.W., 2008. Strategic Niche Management and Sustainable Innovation Journeys: Theory, Findings, Research Agenda, and Policy. *Technology Analysis & Strategic Management* 20 (5), 537-554.
- Scott A. J., 2006. Creative Cities: Conceptual Issues and Policy Questions. *Journal of Urban Affairs* 28 (1), 1-17.
- Scott A. J., Storper M., 1992. Le développement régional reconsidéré. *Espaces et sociétés* 66 (1), 7-38.
- Seyfang G., Hielscher S., Hargreaves T., Martiskainen M. Smith A., 2014. A Grassroot Sustainable Energy Niche? Reflections on Community Energy in the UK. *Environmental Innovation and Societal Transitions* 13, 21-44.
- Söderström O., Paasche T., Klauser F., 2014. Smart Cities as Corporate Storytelling. *City* 18 (3), 307-320.
- Stoker, G., 2006. Public Value Management: A New Narrative for Networked Governance? *The American Review of Public Administration* 36 (1):41-57.
- Talandier, M., 2020. Les activités productives locales, un enjeu d'intermédiation et de résilience: des KIBS (Knowledge Intensive Business Services) aux LIBS (Local Intensive Business Services). *Géographie, économie, société* 22 (3-4), 305-327.
- The World Bank, 2012. *Inclusive Green Growth. The Pathway to Sustainable Development*. The World Bank, Washington DC.
- Torring, J., (2019). Collaborative Innovation in the Public Sector: The Argument. *Public Management Review* 21(1), 1-11.
- Uyarra E., Flanagan K., Magro E., Zabala-Iturriagoitia J. M., 2017. Anchoring the Innovation Impacts of Public Procurement to Place: The Role of Conversations. *Environment & Planning C: Politics and Space* 35(5), 828-848.
- Vatin F., 2009. *Évaluer et valoriser: une sociologie économique de la mesure*. Presses Universitaires du Mirail, Toulouse.
- Von Wirth, T., Fuenfschilling, L., Frantzeskaki, N., Coenen, L., 2019. Impacts of Urban Living Labs on Sustainability Transitions: Mechanisms and strategies for Systemic Change through Experimentation. *European Planning Studies* 27(2): 229-257.
- Voss J.-P., Newig J., Kastens B., Monstadt J., Nölting B., 2007. Steering for Sustainable Development: a Typology of Problems and Strategies with respect to Ambivalence, Uncertainty and Distributed Power. *Journal of Environmental Policy & Planning* 9 (3-4), 193-212.
- Weber M., Rohrer H., 2012. Legitimizing Research, Technology and Innovation Policies for Transformative Change. *Research Policy* 41, 1037-1047.
- Wittmayer J.M., Loorbach D., 2016. Governing Transitions in Cities: Fostering Alternative Ideas, Practices, and Social Relations Through Transition Management In Loorbach D., Wittmayer J., Shiroyama H., Fujino J., Mizuguchi S. (éds), *Governance of Urban Sustainability Transitions. Theory and Practice of Urban Sustainability Transitions*, Springer, PA, Tokyo, 13-32,.